

limite et il veut néanmoins qu'elle soit accrue. Pourtant, ni le ministre, ni ses collègues ne nous expliquent pourquoi.

Les ministériels ont-ils ou non demandé à leur ministre pourquoi il désirait porter cette limite de 3.5 milliards à 10 milliards de dollars? S'ils l'ont fait, ce dont je doute, sauront-ils au moins expliquer à la population canadienne pourquoi la Société pour l'expansion des exportations réclame par l'entremise du gouvernement un plafond de dix milliards de dollars alors qu'elle n'a même pas épuisé les 3.5 milliards de dollars dont elle dispose déjà? Je suis persuadé qu'ils n'ont pas posé la question au ministre.

Il n'y a pas que l'opposition qui devrait exiger des comptes du gouvernement. Les ministériels devraient eux-mêmes demander des comptes à leurs ministres, ce qu'ils ne font pas, à mon avis. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement viendrait demander au Parlement de relever le plafond alors qu'il ne dépense à l'heure actuelle que 20 p. 100 des 3.5 milliards dont il dispose. Voilà ce que nous sommes chargés de découvrir.

La motion n° 8 permettrait de relever le plafond des prêts consentis grâce au Fonds du revenu consolidé de 2.5 à dix milliards de dollars. Ici encore, on constate que le gouvernement n'a pas atteint le plafond autorisé. Il en est à sept cents millions de dollars sur une possibilité de 2.5 milliards de dollars. Je ne redemanderais pas pourquoi ce gouvernement prodigue en réclame davantage puisqu'il n'a pas encore atteint son plafond. Le plus important, c'est que ces dépenses se feront à même le Fonds du revenu consolidé. Si la population canadienne ne sait pas ce qu'est ce Fonds, je me permets de dire qu'il s'agit d'une caisse financée par les contribuables canadiens. C'est tout leur argent. Le gouvernement dit qu'il veut obtenir un plafond sans que les représentants que le peuple a élus aient à se prononcer sur le sujet à la Chambre. Voilà ce que cherche le gouvernement.

Je veux savoir des ministériels s'ils ont demandé au ministre comment ils vont justifier aux yeux de leurs électeurs une dépense possible de dix milliards de dollars effectuée sans vote parlementaire, sans débat parlementaire, sans aucun examen critique de la part du Parlement. L'ont-ils fait, ou tiennent-ils tant à la réputation qui leur est faite de ne rien demander, de ne rien voir, de ne rien entendre . . .

M. Friesen: Mais de tout dépenser.

M. Epp: Ils veulent s'asseoir à la droite du Président, et une fois qu'ils y sont, ils ne font plus rien. C'est un peu plus compliqué que cela.

● (1750)

Hier, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des Américains, des Australiens et des Canadiens du secteur privé. La rencontre avait pour objectif de permettre un échange de vues entre des représentants du secteur privé et d'autres du secteur public sur la responsabilité, la façon dont le Parlement fonctionne et dont il devrait fonctionner. Les directeurs d'entreprises privées n'arrivent pas à comprendre comment les ministres et directeurs de sociétés de la Couronne ne sont pas constamment pressés par leurs partisans de justifier telle ou telle ligne de

Expansion des exportations—Loi

conduite et d'en exposer les résultats. Ils ne comprennent pas plus que ne le peuvent les Canadiens.

Un sondage récent a révélé que, de l'avis de nombreux Canadiens, le Parlement n'est pas efficace. Il y a des raisons à cela. Je ne les énumérerai pas toutes, mais je dis que le Parlement est devenu efficace en Grande-Bretagne quand il a pu obliger les dirigeants à rendre des comptes. Le Parlement a perdu de son importance aux yeux des Canadiens aujourd'hui parce qu'ils constatent que cette fonction lui échappe dans une grande mesure.

Les députés peuvent obtenir toutes sortes de gratifications et d'avantages, mais ils ne discutent pas des questions fondamentales comme la façon dont le gouvernement dépense les recettes fiscales. C'est la question véritable. Le ministre, tout aimable qu'il soit, sait qu'il n'a qu'à patienter et qu'éventuellement, une limite de 10 milliards sera imposée ici et là, une autre de 60 milliards à la SEE. Que peut-il faire alors? Il peut aller fêter avec les gens de la Société. Il leur dira que la bataille a été dure et longue, mais qu'il leur a enfin obtenu les fonds qu'ils demandaient.

Je ne mâche pas mes mots avec le ministre. Je lui dis qu'il est grand temps que le gouvernement s'occupe de la question de responsabilité. Je vois que vous vous levez, monsieur le Président, sans doute parce que vous savez ce que je vais dire dans les phrases qui viennent. Je dis simplement que si le gouvernement veut rendre le Parlement efficace, qu'il réponde de ses actes et qu'il se soumette à l'examen que les députés désirent lui faire subir.

M. John Bosley (Don Valley-Ouest): Monsieur le Président, j'interviens pour la troisième fois sur le projet de loi C-110, cette fois au sujet des amendements n°s 6 et 8 proposés par le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn). Je félicite l'orateur qui m'a précédé, le député de Provencher (M. Epp), pour son excellent discours, et je lui dis que j'aimerais bien être l'auteur de plusieurs de ses réflexions. Mais je voudrais ajouter à ce qu'il a dit, puisque le ministre est présent.

Je signale d'ailleurs au ministre que s'il s'acquittait de son devoir en ce qui concerne le contrôle du Parlement sur les dépenses de la même manière qu'il s'astreint à être présent à la Chambre lorsque les bills qui relèvent de lui sont à l'étude, ce qui est inhabituel pour les ministres libéraux, il n'aurait aucun problème. Ce qui est exaspérant à propos de cette question, que nous avons débattue plusieurs fois à la Chambre, c'est que nous nous cognons la tête contre les murs à propos d'un dossier qui devrait être fondamental pour tout ministre de n'importe quel gouvernement du Canada.

Le député de Provencher a cité des chiffres. Je les reprends brièvement. Aux termes de l'article visé par l'amendement n° 6, les fonds disponibles sont de 3.5 milliards de dollars, dont on a dépensé à peine plus de 460 millions. En ce qui a trait à l'amendement n° 8, les fonds disponibles sont de 2.5 milliards, dont 1.4 milliard sont engagés, mais seulement 711 millions ont été prêtés.